

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 296. — 8 octobre 1966

QUE SIGNIFIENT

C O D E R

D A T A R

Z U P

Z A D



(Lire page 5, le dictionnaire de l'aménagement du territoire)

Elections législatives - Déclaration du P.S.U.

L E P.S.U. a tout mis en œuvre, au cours de ces derniers mois, pour parvenir à un accord général de la Gauche en vue des prochaines élections législatives.

Cinq rencontres ont permis à une délégation du P.S.U. et à une délégation du P.C.F. de confronter les programmes des deux partis. Il devrait être maintenant possible d'établir, au plus vite, le bilan de cette confrontation.

Le P.S.U. a également engagé une discussion politique avec la F.G.D.S. Une première réunion commune a eu lieu au début du mois de juillet. Une seconde devait se tenir en septembre et, pour la préparer, le P.S.U. a adressé à la fédération des observations détaillées sur son programme. La fédération a, malheureusement, ajourné une fois de plus le débat.

Ce retard des décisions ne décourage nullement le P.S.U. Il est, en effet, persuadé que l'évolution de la situation politique va rendre de plus en plus impérieux et urgent le regroupement de Gauche. Il est également persuadé que ce regroupement ne peut avoir d'efficacité que s'il dépasse un

cadre purement tactique, que s'il s'appuie sur un programme commun.

Le récent dialogue Pompidou-Lecanuet a contribué à éclaircir la situation. Personne ne peut plus, en effet, ignorer que la seule divergence sérieuse qui sépare le Centre démocrate de l'U.N.R. porte sur la politique étrangère et que l'objectif de M. Lecanuet est tout simplement la constitution d'un gouvernement de coalition avec les gaullistes.

C'est pourquoi le P.S.U. estime le moment venu pour toutes les formations de Gauche de prendre une position dépourvue d'ambiguïté à l'égard du Centre démocrate avec lequel aucun accord électoral ne saurait être conclu. Il espère que cette position sera prise dans les prochains jours par les responsables de la F.G.D.S.

Le P.S.U. a lancé à plusieurs reprises l'idée de candidatures uniques de la Gauche. Il n'y renonce pas, bien qu'elle n'ait été, jusqu'à présent, retenue ni par le parti communiste ni par la F.G.D.S. Certes François Mitterrand vient d'indiquer qu'un accord sur le programme commun entraînerait la présentation de candidats uniques. Mais il reste précisément à ouvrir,

comme nous n'avons cessé de le demander, la discussion sur ce programme commun. Il existe cependant des circonscriptions où de telles candidatures uniques peuvent être envisagées dès maintenant. Le P.S.U. multipliera les efforts pour qu'elles deviennent effectives par accord mutuel.

Sur un plan plus général, les accords que le P.S.U. pourra être conduit à conclure soit sur le plan national, soit sur le plan local devront répondre à un certain nombre de conditions politiques telles qu'elles ont été maintes fois définies (notamment sur les institutions, la politique économique et la condamnation de l'agression américaine au Vietnam). La première condition est l'acceptation des désistements réciproques de la Gauche au second tour. Pour sa part, le P.S.U. ne soutiendra que des candidats qui auront pris de tels engagements.

En tout état de cause, le parti poursuivra l'effort qu'il a entrepris pour défendre, par l'action de ses fédérations et celle de ses candidats, son programme d'alternative socialiste qui offre le seul moyen efficace de mettre fin au régime gaulliste.

AUX AMIS, AUX SYMPATHISANTS DU P.S.U.

Je vous demande instamment de ne pas vous contenter de lire les motions votées par notre C.P.N., mais de les faire connaître autour de vous.

Considérez-les, en particulier celle sur l'orientation qui a été votée dans une réconfortante unanimité, comme notre coup d'envoi pour la grande bataille des élections législatives.

Nos adversaires, qui disposent de moyens énormes, ont commencé le combat. Ils le mènent tous les jours avec leur O.R.T.F.

Nous saurons conduire le nôtre pour l'unité et le renouvellement de la Gauche avec notre seule richesse : la foi dans la démocratie socialiste.

Chaque courrier nous amène des adhésions. Il nous en faut davantage. La campagne électorale est une période propice. Pourquoi chacun de vous ne se proposerait-il pas l'objectif modeste de nous amener un nouvel adhérent ? Attelez-vous dès maintenant à cette tâche.

TRIBUNE SOCIALISTE, qui jouera un rôle important dans la bataille et va se transformer, a besoin, vous l'imaginez facilement, de ressources. Nous devons marcher ensemble à la conquête de 1.000 abonnés supplémentaires dans une première étape. Écrivez-nous. Faites des suggestions. Donnez-nous des adresses d'amis qu'on pourra toucher. Faites vous-même du porte à porte pour collecter des abonnements que vous transmettez à l'administration du journal.

Je compte sur vous. Le journal vous tiendra périodiquement compte du résultat de vos efforts.

Merci à tous.

Edouard Depreux.

Motion du C.P.N. sur le Vietnam

Les dernières déclarations des gouvernants américains ne doivent tromper personne. La guerre au Vietnam, qui illustre la nature profondément réactionnaire de l'impérialisme, continue de s'aggraver et devient, de plus en plus, menaçante pour les peuples du monde entier. Les dirigeants de Washington ont toujours pour objectif principal la destruction du mouvement de libération nationale et sociale du peuple vietnamien afin de démontrer qu'il est impossible de procéder à des transformations économiques et sociales profondes contre leur gré. Ils s'engagent ainsi dans une vaste entreprise pour imposer leur hégémonie à l'échelle mondiale.

C'est pour cela qu'une nouvelle étape de l'escalade est en préparation. Des plans militaires pour l'envahissement du Vietnam du Nord et pour l'accentuation des bombardements sur les villes et l'infrastructure économique sont prêts à être appliqués. En fait, les dirigeants américains ne reculent même plus devant la perspec-

tive d'un élargissement géographique de la guerre.

Face à cette situation, les protestations humanitaires et pacifistes ne peuvent suffire. L'agresseur ne se laissera pas arrêter par des paroles et par des manifestations platoniques. Plus que jamais, il est nécessaire que se réalise rapidement une très large mobilisation pour soutenir la lutte du peuple vietnamien et pour desserrer l'étreinte américaine. Dans ce but, plusieurs obstacles politiques qui gênent la lutte dans notre pays doivent être levés. Il faut s'opposer, en particulier, aux tendances à ménager le « partenaire américain » à la façon de la F.G.D.S. ou à se réfugier dans une neutralité passive à la manière gaulliste. La politique étrangère du général de Gaulle, chef d'un régime conservateur appuyé sur les milieux d'affaires et la technocratie, ne peut, en effet, dépasser certaines limites dans la formulation et dépend, dans l'exécution, de ces mêmes milieux rétrogrades. La gauche doit, au contraire, prendre parti nettement contre l'agression américaine et se fixer clairement comme objectif d'empêcher de nouveaux développements de l'escalade.

Pour cela, il est indispensable que se crée, à l'échelle française et européenne, un front de solidarité avec le peuple vietnamien et que se manifeste, par toute une série de mesures concrètes, l'hostilité de l'immense majorité à l'intervention américaine. Seul un tel mouvement est susceptible de renforcer l'opposition à la guerre aux Etats-Unis et de faciliter aux pays communistes, sûrs, ainsi, d'être approuvés au-delà des frontières idéologiques et politiques, les décisions qu'ils devront prendre pour stopper une nouvelle étape de l'escalade.

Dans cet esprit, le Comité Politique National du P.S.U. appelle tous les militants du parti à mener campagne :

— pour le retrait inconditionnel et total des troupes américaines du Vietnam ;

— pour la reconnaissance par la France de la République Démocratique du Vietnam ;

— pour la reconnaissance du F.N.L. comme le seul représentant authentique du peuple du Vietnam du Sud et interlocuteur valable dans toute négociation et à soutenir tous les efforts entrepris en vue de coordonner l'action contre la guerre ou pour apporter une aide matérielle au Vietnam dans sa lutte pour l'indépendance.

BOUCHES-DU-RHÔNE : entretien entre le P.S.U. et le regroupement des socialistes et démocrates de gauche

Une délégation du Regroupement des socialistes et démocrates de gauche, conduite par Daniel Matalon, député, conseiller général des Bouches-du-Rhône, et Marius Massias, vice-président du Conseil général, conseiller municipal de Marseille, et une délégation du Parti Socialiste Unifié (P.S.U.), conduite par Marc Heurton, membre du Secrétariat national, et Marcel Leforestier, membre du Comité politique national et secrétaire de la Fédération départementale du P.S.U., se sont rencontrés le 27 septembre 1966, à Marseille, et ont examiné la situation politique à quelques mois des élections législatives.

L'accord s'est réalisé pour affirmer que la victoire de la gauche dépend des conditions suivantes :

a) accord des forces de gauche sur un programme commun. A présent que les partis de gauche ont tous fait connaître leurs propres options, aucune objection valable ne peut plus être opposée à l'ouverture immédiate de la discussion ;

b) présentation, dans un tel programme, d'objectifs clairs et réalisables traduisant la volonté de franchir une étape importante dans la direction du socialisme ;

c) condamnation sans réserve de toute tractation ou accord, soit au premier tour, soit au second, avec les partisans du régime gaulliste comme avec les candidats du centre démocratique ou autres réactionnaires ;

d) volonté d'arriver au second tour à la candidature unique d'un homme de gauche dans chaque circonscription, par un accord négocié excluant

clairement toute collusion avec la réaction.

En conséquence, le Regroupement des socialistes et démocrates de gauche et la Fédération des Bouches-du-Rhône du Parti Socialiste Unifié décident de mener en commun la bataille des élections législatives et d'assurer la présence du véritable socialisme dans toutes les circonscriptions du département.

Les deux formations mettent en place dès aujourd'hui deux commissions chargées de préciser les bases politiques de la campagne commune et de préparer cette campagne.

Elles appellent à appuyer leurs efforts et à rejoindre leurs rangs tous ceux qui sont persuadés qu'on ne battra le gaullisme qu'en lui opposant le front uni des socialistes, gage pour demain de l'unité de toute la gauche.

Elles sont persuadées que l'union ainsi réalisée dans les Bouches-du-Rhône aura valeur d'exemple dans le pays.

● Merci pour les grévistes d'Herstal !

Le montant de la souscription ouverte en mai et juin derniers sur l'initiative de la Commission d'études des problèmes féminins (du P.S.U.), en faveur des ouvriers grévistes d'Herstal, en Belgique, s'est élevé à près de 2.000 F.

La Commission adresse, au nom des grévistes, ses remerciements à tous ceux qui ont bien voulu participer à cette action de solidarité.

La Fédération de Paris en deuil

Michel Clément, secrétaire de la 20^e section, membre du Bureau fédéral, est mort brusquement le 3 octobre. Il avait 24 ans.

J'écris sous le coup de l'émotion. Je ne me suis pas encore fait à l'idée que nous ne te verrons plus, que tes gestes, tes sourires, tes colères aussi ne feront plus partie de la vie quotidienne de notre Fédération. C'est trop injuste, trop rapide. Pour beaucoup d'adhérents, tu ne seras sans doute qu'un camarade, fauché par la mort dans sa prime jeunesse. Pour nous, tu étais bien davantage, tes projets nous intéressaient, tes idées nourrissaient notre réflexion, ton travail de responsable fédéral faisait partie de notre vie collective, ton « purisme », parfois, nous faisait sourire, mais nous le respections. De nous tous, tu étais sans doute le plus exigeant, souffrant le moins de concessions. Parce que tu te battais quotidiennement pour cet idéal socialiste auquel tu croyais si fort, nous savions pouvoir compter sur toi pour bâtir ce parti qui était le support des actions que tu menais par ailleurs. Il serait trop long de raconter tout ce que tu avais déjà entrepris, dans des mouvements de jeunes, dans les milieux chrétiens, etc.

Partout les mêmes croyances et la même ténacité t'inspiraient.

Tout ça pour rien, aujourd'hui ? Certainement pas. Tu étais de ceux qui proclamaient que ce n'est pas

l'individu qui compte, mais la cause pour laquelle il se bat. Sur ce plan, tu peux reposer en paix, ce combat que tu avais commencé, nous le continuerons, amputé d'une partie de nous-même, mais sans cesser de penser à ce qu'auraient été tes réactions, tes avis... Adieu, Michel ! Tu peux compter sur nous, nous t'en faisons le serment.

Philippe Laubreaux.

● Naissance

Nos camarades Jean-Pierre et Marcelle Poulbot-Courtois, à Arras (Pas-de-Calais), sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils Valéry.

Toutes nos félicitations.

Petite annonce

● DEMANDE D'EMPLOI. — Camarade, contremaître de mécanique générale, victime d'un licenciement abusif dans la région de Saint-Dizier (Haute-Marne), cherche travail, au besoin dans une autre région. Prière de communiquer toutes informations et de prendre tous renseignements auprès de Marcel Marchand, secrétaire fédéral adjoint Haute-Marne, Bt Sartore, numéro 9, bd C.-Entrevan 52-Saint-Dizier-le-Ueuf. Urgent.

Comment contribuer au financement de la campagne des législatives ?

Un camarade travaillant dans l'industrie des plastiques peut nous consentir les prix suivants pour :

Fines - documents (marquées P.S.U. : rouge sur fond blanc), équipées pour porte-clefs, donc 2 utilisations possibles : 0,50 F la pièce.

Stylos pointe feutre (marqués P.S.U.), 4 couleurs (rouge, bleu, vert, noir) : 0,60 F la pièce.

La vente de ces objets, plus aisée que la quête, peut permettre la réalisation de bénéfices valables.

La Fédération du Rhône en a fait l'expérience avec succès.

Commandes : elles seront reçues du 15 octobre au 15 novembre 1966. Joindre paiement à la commande à M. M. LINDEPERG, 1, chemin de Parenty - 69 - Neuville-s.-Saône C.C.P. 4911-74 Lyon

Pour frais d'expédition, ajouter 2,50 F par commande de 500 objets. Livraison assurée entre le 15 et le 30 novembre.

LA BROCHURE

"POUR UN PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

Observations du P.S.U. sur le programme de la F.G.D.S." EST PARUE

PRIX : 2 F - Commandes à T.S., 54, bd Garibaldi - Paris 15^e - C.C.P. 58 26 65

éditorial

LA LEÇON DE BRIVE

C E qui s'est passé à Brive mérite que l'on y réfléchisse. En 1965, aux municipales, la liste de la gauche non communiste, avec le désistement du P.C., battait la liste du député gaulliste d'une courte tête 64 voix. Dix-huit mois après, le député gaulliste devenu secrétaire d'Etat devance la liste de gauche, où figurent des communistes, de plus de mille voix. Dans cette région de tradition républicaine, le technocrate gaulliste, appuyé sur la coalition du centre et de la droite, a vaincu la gauche qui avait enfin réalisé son unité. C'est un signal d'alarme.

Bien entendu, des considérations locales ont joué comme dans toute élection de ce genre, mais elles ne sont pas sans lien avec la situation politique.

Charbonnel a su exploiter très habilement l'inquiétude d'une population soucieuse de son avenir. Aussi paradoxalement que cela puisse paraître, le sous-développement du Limousin, auquel le Pouvoir ne s'est guère soucié de porter remède depuis huit ans, a servi les intérêts d'un membre du gouvernement dont une fraction de la population attend qu'il dispense des crédits et des subventions.

De plus, la gauche a été très désavantagée sur le plan de la propagande, les moyens financiers mis en œuvre par Charbonnel étant considérables. Sa victoire est aussi celle de l'argent. A noter en outre

par Pierre BEREGOVY

qu'il n'a pas hésité « à acheter des voix » ainsi qu'en témoigne la circulaire adressée aux personnes bénéficiaires de l'aide sociale de la ville. Curieuses mœurs politiques pour un « rénovateur » ! C'est à dédier aux néo-gaullistes de gauche.

Mais, en définitive, il n'est pas surprenant que Charbonnel se soit conduit en politicien chevronné, débauchant quelques radicaux, ouvrant ses bras au M.R.P. et usant de singulières pratiques. Originaire des cabinets ministériels de la V^e République, une nouvelle classe politique, appuyée sur le Pouvoir, parfaitement apte à se substituer aux notables, est en train de s'implanter localement.

La gauche n'y a pas été assez attentive. Face à cette droite rajeunie, dans son style et dans ses méthodes, plus U.N.R. que gaulliste, la gauche n'a pas encore su adapter son combat. Ses cadres traditionnels n'ont pas assez le souci de l'action économique régionale sous un régime où l'opposition est facilement mise à l'index. Ils se privent ainsi du concours d'éléments nouveaux, susceptibles de contrebalancer l'influence du phénomène technocratique.

Le gaullisme tire naturellement parti de cette situation et il est frappant de constater la régression des voix de gauche dans une ville comme Brive. Faut-il en déduire que le gaullisme « technique » est capable d'opérer une certaine séduction en l'absence d'une politique de gauche définissant clairement des objectifs mieux adaptés aux revendications populaires actuelles ?

Nous retrouvons là une préoccupation familière au P.S.U. et sur laquelle nous continuerons d'insister : la rénovation de la gauche est la condition profonde de son redressement.

A Brive, la liste de gauche a souffert de cette tendance générale. Elle a été également victime du mauvais climat qui règne à gauche depuis plusieurs mois. On est loin, en effet, des perspectives ouvertes par le courant unitaire de décembre. Les interminables exégèses sur la définition des « républicains de progrès », les discussions sur le programme sans cesse renvoyées à plus tard, les échanges de propos acides, ont fini par lasser l'opinion.

La tentation est grande, ici et là, d'attribuer la responsabilité des pertes de voix de la gauche à la participation communiste à la liste et d'en tirer argument pour une ouverture vers le centre.

Qu'en est-il au juste ? Il est possible que des voix marginales se soient détachées de la liste pour cette raison. Le mode de scrutin imposant des listes bloquées dès le premier tour a d'ailleurs été conçu pour cela. Mais la présence communiste n'est certainement pas le facteur décisif de recul, surtout si l'on se réfère à l'analyse du vote des quartiers ouvriers où l'on enregistre généralement une progression de l'U.N.R.

Quant à l'alliance de la gauche et du centre, elle ne s'est pas posée à Brive, mais elle continue à être évoquée dans certains milieux avec une tenace obstination. Elle n'est pas seulement condamnable du point de vue socialiste. Elle ne crée en rien les conditions d'une nouvelle majorité puisqu'elle postule l'amputation d'une partie de la gauche. Elle n'a d'ailleurs aucune consistance politique. Après l'échec de Defferre, en 1965, l'offre de service de Lecanuet à de Gaulle et le ralliement du Centre démocrate de Brive à l'U.N.R. le confirment si besoin est.

Revenons au recul enregistré par la gauche à Brive. Il semble bien que le courant unitaire ait moins joué qu'aux présidentielles. Plus ou moins confusément, l'opinion a senti que l'alliance était circonstancielle et tactique. C'était avant tout un moyen de défense contre Charbonnel sans qu'une autre politique lui soit opposée avec son indispensable prolongement national.

En la circonstance, le programme municipal de la liste de gauche n'est d'ailleurs pas en cause. Il était soigneusement élaboré et, sous l'impulsion du P.S.U., les questions décisives de l'aménagement du territoire y étaient sérieusement posées. Mais Charbonnel représentait le Pouvoir en place, apparemment solide, alors que la perspective d'une majorité de gauche n'existait pas au plan national.

La leçon ne doit pas être perdue si nous voulons affronter le gaullisme, dans de bonnes conditions, en mars prochain. Les divisions actuelles, l'incertitude qui pèse sur les intentions de la F.G.D.S. font le jeu du régime. Ainsi que l'a rappelé notre C.P.N., il devient de plus en plus urgent de réaliser le regroupement de la gauche.

Pour y parvenir, la meilleure procédure est celle de la discussion du programme, sous des formes appropriées tenant compte de la situation de chacun des partis. Pour nous, en effet, la condition première du regroupement et de son efficacité, c'est la conclusion d'un accord portant sur un ensemble de propositions positives de caractère socialiste qui présente une véritable solution de rechange au gaullisme, dans tous les domaines : institutions, économie, politique internationale, etc.

Que la gauche dise ce qu'elle veut faire et comment elle le fera nous paraît être aussi le meilleur moyen de reconquérir un corps électoral flottant. Loin d'enfermer la gauche dans le ghetto des exclusives, une telle orientation lui permettrait de servir de pôle d'attraction.

Voilà pourquoi il est urgent de discuter. Aujourd'hui, la question n'est pas de savoir si tel ou tel élément marginal pourra souscrire à l'accord de la gauche, elle est de dire si l'on est décidé à arriver à cet accord et sous quel délai.

La réponse du P.S.U. à la F.G.D.S. sur la politique internationale

Nous poursuivons cette semaine la publication des Observations du P.S.U. sur le programme de la Fédération de la gauche.

II. — Politique internationale

C'est sur la politique internationale que l'unité de la gauche s'est brisée en 1947. Les guerres coloniales, qui portaient à nos yeux la marque du pire nationalisme, ont aggravé cette cassure dont les traces sont encore profondes. Il serait vain de vouloir les ignorer, mais il serait absurde de ne pas tirer parti des nouvelles données de la situation internationale pour chercher à établir une plate-forme tournée vers l'avenir et qui serait acceptable par ceux qui ont jadis approuvé la formation du bloc atlantique comme par ceux qui l'ont combattu, par ceux qui ont soutenu la construction de la « petite Europe » comme par ceux qui en ont contesté les principaux aspects.

Nous ne croyons pas que le programme de la F.G.D.S. réponde à cet objectif. Nous y trouvons sans doute bien des points d'accord et aussi le signe d'une évolution qui nous paraît positive. Mais l'esprit général demeure celui de l'ancienne politique « atlantique ». Ce n'est pas sur cette politique que nous pourrions nous retrouver.

Aussi abandonnons-nous, pour ce chapitre capital (sur lequel notre adversaire voudrait, dans la prochaine bataille électorale, faire porter son principal effort de propagande), la méthode que nous avons suivie pour les problèmes de la démocratie et que nous reprendrons à propos des questions économiques et sociales. Nous ne nous livrerons pas à une critique détaillée du texte de la F.G.D.S. Nous verserons par contre dans le débat une analyse de la situation internationale telle que nous la voyons aujourd'hui, et nous proposerons quelques grandes directions pour une nouvelle politique de la gauche unie.

Cette analyse porte sur quatre grands problèmes dont les données ont considérablement changé au cours de ces dernières années :

- la construction européenne ;
- l'Alliance Atlantique et son organisation ;
- la coexistence pacifique et le désarmement ;
- les rapports avec le Tiers-Monde et la guerre du Vietnam.

EN TOUTE CLARTÉ

UN article anonyme est paru la semaine dernière dans *France Nouvelle*, portant un certain nombre d'attaques contre notre parti. Relevons en premier lieu la singularité de la méthode. Alors que deux délégations du parti communiste et du P.S.U. en sont à la cinquième rencontre sur le programme commun, c'est par voie de presse que nous sont posées un certain nombre de questions.

Mais, au-delà de la forme, reprenons les affirmations de *France Nouvelle*.

Première affirmation : le P.S.U. « accepte de discuter seulement du programme de la F.G.D.S. ». Il suffit de lire l'ensemble de nos observations à ce programme (dont nous n'avons jusqu'ici publié que des extraits) pour que la fausseté de cette affirmation éclate.

Il est vrai que le programme de la F.G.D.S. nous a paru suffisamment important pour qu'il mérite réponse. Mais notre véritable souci est d'arriver, par une confrontation claire, à obtenir le plus rapidement possible une discussion générale de l'ensemble des partis de gauche en vue d'un programme commun.

Nous avions même pensé que les douze articles consacrés par *l'Humanité* à ce programme participaient du même état d'esprit. Il est vrai que nous n'avions pas été sans remarquer que ces articles s'appuyaient beaucoup plus sur des études des revues spécialisées du parti communiste, et des remarques de ses techniciens, que sur le programme publié par le parti communiste en vue des élections législatives.

Deuxième affirmation : « Un ac-

a) La construction européenne

La nécessité d'une construction européenne n'est plus guère contestée. Le général de Gaulle lui-même a dû accepter que la France demeure à l'intérieur du Marché commun et les crises qu'il a provoquées se sont soldées par des compromis et non par des ruptures. Le traité de Rome n'a cependant pas permis de donner une réponse satisfaisante au grand problème historique qui se trouve posé à l'Europe et qui est celui de la construction d'une réalité économique, scientifique et technique comparable à celle des Etats-Unis et à celle de l'Union Soviétique. En raison du caractère libéral et capitaliste de la Communauté des Six, il n'a pas été possible de constituer, notamment dans le domaine des industries d'avant-garde, ces grands services d'études et ces grands ensembles industriels qui auraient placé l'Europe sur un pied d'égalité avec les deux puissances mondiales. En revanche, la pénétration des capitaux américains s'est développée dans tous les secteurs-clés. Si ce mouvement continue, les plus grandes entreprises européennes risquent d'être réduites avant dix ans au rang de filiales ou de sous-traitants des sociétés américaines.

b) L'Alliance Atlantique et son organisation

Cette situation est évidemment liée à l'existence de l'Alliance Atlantique bien qu'on puisse concevoir que des pays bénéficient d'une garantie militaire des Etats-Unis sans leur être pour autant inféodés. L'Alliance, dont la forme et les objectifs se sont eux aussi progressivement transformés, sert de couverture politique au leadership américain.

Le général de Gaulle déclare que cette situation pourrait être modifiée si les pays européens renonçaient, à l'exemple de la France, au principe de l'intégration. Mais la vérité est que cette intégration ne concerne en temps de paix que des domaines très limités et que la prédominance américaine sur le plan militaire plus encore que sur le plan industriel est due à une supériorité technique et matérielle écrasante. Non seulement les Etats-Unis disposent d'une formi-

cord national électoral serait intervenu entre la Fédération et le P.S.U. » Le rédacteur n'hésite pas à écrire qu'il tient ces informations de dirigeants du P.S.U. Le simple bon sens suffit en l'affaire. On voit mal un dirigeant P.S.U. faisant des confidences d'une telle nature à un rédacteur, qui plus est anonyme, de *France Nouvelle*.

Mais disons mieux : le P.C. nous accuse en fait de tenir un double langage. Nous avons l'habitude de dire clairement ce que nous pensons. Et nous le dirons encore.

Il est connu de tous que le P.S.U. demande depuis des mois une candidature unique de la gauche dès le premier tour assurant une juste représentation de la gauche. Jusqu'ici le parti communiste a refusé cette idée. Il n'est mystère pour personne que, si cet accord ne se fait pas, il y aura des candidats du P.S.U. dans de nombreuses circonscriptions.

Cela veut dire deux choses :

— partout où nous serons, nous nous battons à la fois pour l'unité de la gauche et son renouveau ;

— là où nous ne serons pas, nous soutiendrons toute candidature qui manifesterait son accord avec les objectifs maintes fois affirmés par le P.S.U. et qui s'engagera sans réserves à refuser tout accord électoral avec le centre démocrate et autres réactionnaires avoués.

Ceci a été notre attitude constante. Hier comme aujourd'hui. A notre connaissance, ce n'est pas nous qui nous sommes désistés pour Bertrand Motte aux élections cantonales.

Christian Guérché.

dable réserve d'engins atomiques et de vecteurs de tous types, non seulement ils ont soustrait, grâce aux sous-marins et aux fusées Polaris, une partie de cette force de frappe aux premiers coups de l'adversaire, mais ils ont réussi à mettre sur pied dans le même temps une armée « conventionnelle » entièrement modernisée. C'est cette armée qu'ils emploient au Vietnam. A côté de cette extraordinaire puissance, l'effort des pays européens paraît dérisoire. En fait, la plupart de ces pays ont profité de l'existence du « bouclier » américain pour limiter les dépenses consacrées à l'armée. Le nombre de divisions européennes qui pourraient être actuellement mises à la disposition de l'O.T.A.N. est très inférieur à celui qui avait été prévu.

c) La coexistence pacifique et le désarmement

On peut expliquer cette situation pour la France et l'Angleterre par l'importance de leurs engagements outre-mer (Indochine et Algérie pour l'une, « Est de Suez » pour l'autre). On peut l'expliquer pour l'Allemagne par la difficulté de reconstituer un appareil militaire qui avait été entièrement brisé. Mais il faut aussi tenir compte du sentiment de sécurité qui a gagné tous les pays de ce continent à la suite de l'évolution du monde communiste surtout depuis que Khrouchchev a mis la coexistence pacifique au centre de la politique soviétique. Plus personne ne croit à une attaque russe en direction de l'Europe de l'Ouest comme d'ailleurs plus personne ne croit à une action offensive américaine en direction de l'Est européen. Si le problème de la réunification de l'Allemagne pouvait être résolu et si les frontières de ce pays pouvaient être définitivement stabilisées, tout danger de guerre serait écarté pour une longue période et c'est probablement sur ce continent que les premières mesures effectives de désarmement seraient alors prises.

L'idée même du désarmement soulève toujours le scepticisme. Et cependant il semble que l'on ait beaucoup progressé dans la définition technique de ses étapes. Les Américains comme les Soviétiques attachent de l'importance aux travaux qui se déroulent à Genève. Ils y ont envoyé leurs meilleurs spécialistes et bien que les résultats concrets soient encore très minces — le traité sur les essais nucléaires — on commence à entrevoir un ensemble de solutions susceptibles d'être mises en œuvre dès que le climat international le permettrait. C'est pourquoi la France doit être présente à Genève.

d) Les rapports avec le Tiers-Monde et la guerre du Vietnam

Ce climat qui est devenu plus favorable en Europe s'est considérablement aggravé dans plusieurs secteurs essentiels du monde. La décolonisation, qui est un des grands phénomènes de notre époque, s'accompagne de crises redoutables. La plupart des pays ayant récemment accédé à l'indépendance ne parviennent pas à résoudre les problèmes de leur développement économique. Loin d'être comblé, le fossé qui sépare ces pays des nations industrialisées se creuse chaque année davantage. On a calculé que les pertes qu'ils ont subies depuis dix ans, du fait de la détérioration des « termes de l'échange », sont à peine inférieures à l'ensemble de l'aide financière qu'ils ont reçue. Et ce n'est là qu'un aspect du problème. L'absence de techniciens, le parasitisme des vieilles féodalités et des jeunes bourgeoisies, la corruption de l'administration ainsi que souvent l'étroitesse des nouveaux cadres territoriaux favorisent la stagnation.

Pendant toute une période, on a pu penser que les mouvements révolutionnaires qui s'étaient affirmés à travers les luttes pour l'indépendance allaient faire triompher les programmes socialistes dont ils se réclamaient et qui apportaient, du moins en principe, une série de solutions aux problèmes du sous-développement. En fait, ces mouvements se sont très vite heurtés aux immenses difficultés qu'avaient connues avant eux la Russie et la Chine, c'est-à-dire des pays où le socialisme a vaincu avant même que les conditions objectives de sa réalisation aient été réunies. Mais les nouveaux pays décolonisés n'avaient pas les mêmes ressources que la Russie et la Chine, ni sans doute le même dynamisme politique. C'est pourquoi les mouvements révolutionnaires ont commencé à refluer en Asie et en Afrique. Seuls ont tenu les bastions qui ont été très fortement

aidés par l'U.R.S.S. (Cuba) ou qui ont pu s'adosser à la Chine (Vietnam).

Ce n'est là sans doute qu'un épisode, car les causes qui ont provoqué la naissance de ces mouvements demeurent et il est probable qu'on assistera avant longtemps au déferlement de nouvelles vagues. Mais c'est précisément ce que veulent empêcher les Etats-Unis. Face à des nations européennes qui, bon gré mal gré, ont accepté la décolonisation, et à un Tiers-Monde qui résoud très mal les problèmes de cette décolonisation, l'Amérique incarne un nouvel impérialisme et un nouveau colonialisme.

La politique suivie par les Etats-Unis au Vietnam doit être condamnée sans réserve. Il est difficile de prévoir quant et comment s'effectuera le retrait des forces américaines du Vietnam, quand et comment s'opérera la réunification du Nord et du Sud, quand et comment sera garantie la neutralisation de l'ensemble de l'Indochine. Mais ce sont là les seules bases d'une solution qui respecte le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La politique gaulliste

Tel est le contexte dans lequel se situe l'action internationale de la France, action qui se confond depuis huit ans avec celle du général de Gaulle.

Durant ces huit années, plusieurs phases tactiques se sont succédées. Le général de Gaulle a d'abord cherché à devenir le leader et le porte-parole de l'Europe Occidentale. C'était le moment où il évoquait les menaces de l'empire totalitaire russe et le péril que faisaient courir au monde les multitudes chinoises. A partir de 1962, cependant, il a vu que ses alliés européens ne le laissaient pas jouer le rôle qu'il espérait. Il s'est alors tourné vers le Tiers-Monde, la Chine et les pays communistes. Dans un cas comme dans l'autre, de Gaulle a cherché avant tout à donner à sa diplomatie une assise beaucoup plus vaste que celle qui aurait correspondu au seul poids de la France. Son ambition est de s'imposer aux Etats-Unis comme un partenaire égal. Les moyens peuvent changer, le but demeure le même.

Cette politique a deux points faibles : d'une part de Gaulle cherche à faire tenir par la France seule une place qui ne peut être réellement occupée que par l'Europe unie, et ce faisant il révèle d'autres nationalismes dont le nationalisme allemand ; d'autre part, il s'appuie sur un système social qui lui interdit de développer jusqu'au bout certaines de ses initiatives. Ses fameuses colères contre l'invasion des capitaux américains n'ont point empêché cette invasion de se produire.

Ainsi de Gaulle aura-t-il davantage posé de problèmes qu'il n'en aura résolus. Il n'en aura pas moins contribué à dégager la France d'une position de vassalité à l'égard des Etats-Unis dans laquelle se trouvent encore placées la plupart des autres nations de l'Europe occidentale. Cette situation, marquée notamment par le retrait de l'O.T.A.N., la Gauche ne doit pas chercher à la remettre en cause (sauf en ce qui concerne la force de frappe atomique). Elle doit en revanche lui donner les prolongements qui lui manquent. L'indépendance française doit être mise au service d'une politique de construction européenne, de désarmement et de paix.

La politique de la Gauche

Il faut commencer par définir une politique qui permettrait à un gouvernement de Gauche de procéder aux réformes de structures nécessaires sans être aussitôt contraint à la retraite par la menace de représailles américaines et par la contrainte des autres membres du Marché commun.

C'est pourquoi le premier objectif de cette politique doit être l'établissement d'une programmation européenne. On peut imaginer de faire vivre ensemble des pays à économie libérale ou des pays à économie planifiée. On ne peut pas faire coexister des systèmes libéraux et dirigistes sans inscrire cette coexistence dans le cadre d'une certaine planification commune (ou alors ce sont les pays à économie planifiée qui font les frais de l'opération).

Les objectifs de cette programmation doivent être le plein emploi, l'égalisation des rémunérations et des

conditions de vie des différentes catégories de travailleurs, l'essor des régions jusque là défavorisées, enfin le développement de la recherche scientifique, des techniques et des industries d'avant-garde (électronique, énergie atomique, aviation, recherche spatiale, etc.) qui peuvent assurer l'indépendance de l'Europe à l'égard des deux grandes puissances mondiales. Cette indépendance exige également la limitation et le contrôle des investissements américains.

Une telle politique implique évidemment le contrôle démocratique des institutions européennes, puis de l'organisme central qu'il faudra créer pour réaliser la programmation commune.

L'intérêt de la France comme celui de l'Europe est de voir augmenter le nombre des pays qui participent à cette coopération économique. Aussi devons-nous nous prononcer pour un élargissement du Marché commun, en direction de l'Ouest comme de l'Est, l'adhésion de la Grande-Bretagne représentant la première étape à franchir.

C'est dans ce cadre que pourraient être véritablement posés les problèmes de la refonte des rapports entre pays industrialisés et pays sous-développés. Il ne suffit pas de donner une aide financière et technique à ces pays. Il faut leur éviter de subir les conséquences de la détérioration des « termes de l'échange » et il faut surtout faciliter leur industrialisation en ouvrant des marchés à leurs produits fabriqués (et non plus seulement à leurs matières premières), à commencer par le marché européen. Cela entraînera évidemment des reconversions industrielles et rendra encore plus nécessaire la programmation commune.

Il va de soi que cette nouvelle attitude à l'égard du Tiers-Monde est incompatible avec le soutien direct ou indirect des entreprises américaines

en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Elle implique, en revanche, un soutien actif de tous les mouvements progressistes qui s'efforcent de transformer les pays du Tiers-Monde.

Une telle politique est liée au règlement de la seule grande question qui demeure posée à l'intérieur de l'Europe et qui est la question allemande. Il n'y aura pas de paix définitive sur ce continent tant que l'Allemagne demeurera divisée, tant que ses dirigeants n'auront pas reconnu les nouvelles frontières, et tant que les autres peuples européens continueront à craindre les conséquences de son réarmement.

Il faut donc rechercher sur cette triple base un contact avec les nations de l'Est et, bien entendu, avec les Allemands mêmes.

Le plan de réunification proposé par la social-démocratie en 1959 fournit, à notre avis, les éléments essentiels de la solution à rechercher.

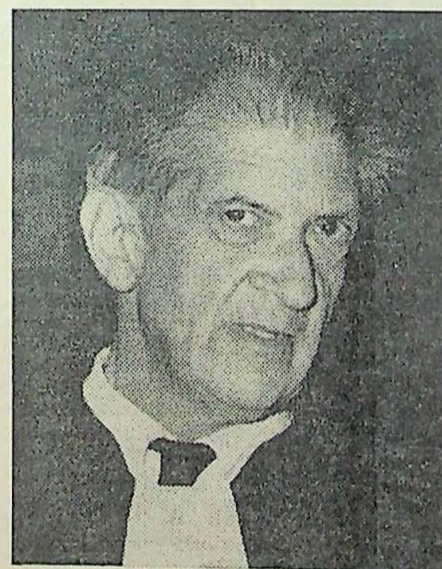
L'entente serait plus facile à trouver si la neutralisation militaire de l'Allemagne, condition de sa réunification, pouvait s'inscrire dans le cadre de la création d'une zone de désengagement plus vaste et dans la perspective d'une politique de désarmement dont la France devrait donner l'exemple en renonçant aux armes atomiques stratégiques.

Au terme de cette analyse, nous avons une question essentielle à poser aux membres de la commission exécutive de la F.G.D.S. :

Etes-vous prêts à accepter toutes les implications — notamment celles qui concernent les rapports entre notre pays et les Etats-Unis — d'une politique internationale résolument orientée vers la perspective de l'indépendance européenne ?

PROCÈS BEN BARKA

Cinq questions de la partie civile à MM. Pompidou et Frey ne leur seront pas posées, voici pourquoi



(Photo A.D.P.)
Notre camarade Pierre Stibbe, avocat de Mme Ben Barka.

Le général de Gaulle avait promis à la mère de Mehdi Ben Barka que toute la lumière serait faite sur cette ténébreuse affaire. Le procès en est à sa cinquième semaine et on peut déjà affirmer qu'il n'en sera rien. Secret des policiers, secret des agents de renseignement, secret des diplomates, il y a vraiment trop de zones d'ombres réservées.

Pour essayer de sortir de l'impasse, les avocats de la partie civile ont déposé devant la cour la liste des questions qu'ils souhaitent voir poser au Premier ministre et au ministre de l'Intérieur, puisque ces personnages n'ont pas été autorisés par le Conseil des ministres à venir témoigner.

On pouvait espérer que ce questionnaire serait transmis intégralement à MM. Pompidou et Frey.

C'était oublier le « droit de contrôle » du président Pérez. Depuis le début du procès, ce magistrat s'est employé à ménager le Pouvoir, à éviter toutes les questions « gênantes ». Tout sucre tout miel avec les pré-

fets, les généraux, les diplomates, il s'est montré franchement déplaisant avec les « petits » ou avec les amis français et étrangers de Mehdi Ben Barka.

Je me souviendrai longtemps de la façon dont il rudoya un jour une jeune fille, téléphoniste à Orly, au point que celle-ci fondit en larmes à la barre. En un raccourci saisissant, Maurice Clavel a peint ainsi le président Pérez : « Un Daumier qui lèche le pouvoir, bave sur l'art, crache sur le pauvre. »

En vertu de son droit de contrôle, le président Pérez a décidé de supprimer trois des questions destinées au Premier ministre et cinq de celles adressées au ministre de l'Intérieur. Ces questions, que nous reproduisons ci-dessous, portaient sur la nature de la mission diplomatique envoyée au Maroc le 4 novembre et sur la façon dont le Président de la République avait été tenu au courant des débuts de l'enquête.

Il est inutile d'insister sur l'intérêt que présentent ces questions puisque la fameuse mission diplomatique est le prétexte officiel pour justifier toutes les irrégularités de l'enquête policière.

On a entendu répéter à la barre que les policiers Souchon et Voitot n'avaient été interpellés que le 11 novembre afin de ne pas gêner les démarches diplomatiques entreprises à partir du 4 novembre auprès des autorités marocaines. Lorsqu'on a demandé à l'ambassadeur Gillet de préciser l'objet de ces démarches, celui-ci s'est retranché derrière le secret diplomatique. Seul le Premier ministre aurait pu lever le secret. Il ne l'a pas voulu.

Pour éviter à M. Pompidou de répondre : « Je ne veux pas dévoiler l'objet de cette mission », il fallait simple que de supprimer les questions auxquelles on ne voulait pas répondre !

Claude Noël.

(Page 6, les questions supprimées par MM. Pompidou et Frey.)

DICTIONNAIRE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Il n'y a que depuis une quinzaine d'années que l'on parle, en France, de « l'aménagement du territoire », mais il s'est déjà créé tout un vocabulaire spécialisé autour de cette notion et un grand nombre d'organismes chargés de promouvoir cette politique. Nous passerons rapidement sur un certain nombre de termes économiques couramment employés qui méritent cependant d'être définis avec précision si l'on veut comprendre cette littérature relative à l'aménagement du territoire, qui s'entoure trop souvent de mystère et ne peut être suivie que par quelques heureux initiés.

a) Termes économiques employés à propos de l'aménagement du territoire

● **Politique d'entraînement :** politique à l'égard de certaines régions économiquement retardées qui consiste à amorcer et promouvoir leur développement (en particulier les régions de l'Ouest d'une ligne Marseille - Le Havre).

● **Politique d'accompagnement :** politique à l'égard des régions déjà développées qui consiste à maintenir leur taux de croissance et à éviter qu'elles ne tombent en dépression (généralement régions à l'est de la ligne Marseille-Le Havre).

● **Pôle de développement :** ensemble d'activités concentrées permettant d'entraîner le développement économique d'une région ; le « pôle de développement » peut être constitué par une grosse entreprise ou par plusieurs entreprises groupées dans une zone définie ; l'existence de cette zone crée les conditions d'un « espace polarisé » et d'un « développement polarisé ».

● **Firme motrice :** principale entreprise faisant partie du pôle de développement (ex. : Citroën à Rennes).

● **Itinéraire de propagation :** espace à travers lequel se répand l'accroissement d'activité.

● **Axe de développement :** ligne suivie par l'accroissement d'activité.

● **Urbanisation :** développement relatif des villes par rapport aux campagnes.

● **Urbanisme :** science permettant d'aménager les villes.

● **Métropole d'équilibre régional :** ville importante de province destinée à devenir « millionnaire » de façon à équilibrer l'influence de Paris. Il y en a huit désignées : Lille - Roubaix - Tourcoing, Nancy - Metz, Strasbourg, Lyon - Saint-Etienne, Marseille - Aix, Toulouse, Bordeaux, Nantes - Saint-Nazaire. Observer que quelques-unes de ces métropoles s'étendent sur plusieurs agglomérations actuelles. Elles doivent toutes comprendre des équipements diversifiés et permettre la satisfaction des besoins les plus rarement demandés. Les métropoles d'équilibre régional sont amenées à concentrer les pôles de développement de chacune des régions qu'elles desservent.

b) Institutions régionales

● **La D.A.T.A.R.** (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale), créée par décret du 14 février 1963, est chargée d'appliquer la politique gouvernementale sur tous les problèmes de développement régional ; elle est dirigée par Olivier Guichard qui a compétence sur toutes les régions, sauf la région parisienne.

● **La C.N.A.T.** (Commission nationale d'Aménagement du Territoire) animée par Philippe Lamour, doit inspirer, par ses études, la politique gouvernementale de développement régional.

● **Région Programme :** vingt et une régions-programmes ont été créées par décrets du 30 juin 1955 et du 28 novembre 1956 et harmonisées par les décrets du 7 janvier 1959 et du 2 juin 1960. Elles avaient, à l'origine, pour but essentiel de servir de cadre à la mise en œuvre de programme d'action régionale et d'aménagement du territoire, en plaçant à leur tête un préfet « coordinateur » de plusieurs départements. Depuis lors, leur vocation a pris de l'extension.

● **Le préfet de région** (qui a remplacé le préfet coordinateur) a été institué par le décret du 14 mars 1964 ; en même temps le chef-lieu de cette circonscription, il a pour mission de mettre en œuvre dans sa région-programme la politique de développement économique du gouvernement et coiffe l'activité de toutes les administrations de la région (sauf l'Enseignement, la Justice, les Finances et l'Inspection de la législation du Travail).

Une conférence administrative régionale composée de tous les préfets de la région, du trésorier-payeur général régional, de l'inspecteur de l'Economie nationale et d'autres fonctionnaires, l'assiste dans sa tâche.

● **Une C.O.D.E.R. par région** (Commission de Développement économique régional), créée également par décret du 14 mars 1964 et composée de représentants des collectivités locales, des syndicats patronaux et ouvriers ainsi que de « personnalités désignées en fonction de leur compétence », émet des avis sur les questions relatives à la mise en œuvre du développement économique et social de sa circonscription.

● **Des comités d'expansion,** fondés spontanément avant la création des C.O.D.E.R. (le plus souvent par les chambres de commerce et d'industrie) subsistent dans certains départements et pour certaines régions, ils sont principalement chargés de faire des études et d'émettre des recommandations concernant le développement économique et social de leur circonscription (ex. : le C.E.R.E.S. du Nord ou le C.E.L.I.B. de Bretagne).

● **Le C.N.E.R.** (Comité national des Economies régionales regroupe et coordonne au plan national l'activité de tous ces comités d'expansion.

● **Le préfet de la Région Parisienne**

(Paul Delouvrier) institué par décret du 10 août 1966, relève directement du Premier ministre ; il mène une politique indépendante de celle de la D.A.T.A.R., la coordination devant s'opérer au niveau gouvernemental.

● **Le District de la Région Parisienne**

mis en place par décret du 2 août 1961 est chargé d'inspirer et de coordonner les études des diverses administrations de la région ; il a également à sa tête Paul Delouvrier en tant que délégué général.

Toujours dans la région parisienne, un conseil d'administration (composé de représentants des collectivités locales) ainsi qu'un C.C.E.S. (Comité consultatif économique et social) sont placés à ses côtés pour voter le budget du District et examiner les projets économiques concernant la région.

c) Les moyens mis en œuvre pour le développement régional

DES PLANS REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL étaient prévus pour chaque région-programme par les décrets du 30 juin 1955 et du 28 novembre 1956 ; ils devaient exprimer les besoins de chacune de ces régions et faire des propositions relatives à leur développement. Tous ces plans sont maintenant publiés au « Journal officiel » ; malheureusement, ils ne comprennent aucun échéancier des réalisations et ils n'envisagent jamais les moyens financiers, en particulier pour atteindre les objectifs retenus ; de plus, leur publication a été échelonnée sur

près de dix ans (les premiers, comme celui de Bretagne, ayant vu le jour en 1957, et le dernier venant seulement de paraître cette année). Néanmoins, ces plans régionaux présentent l'avantage de donner les grandes orientations du développement de chaque région.

TRANCHES opératoires du IV^e Plan (1962-1965) : découpage par régions des objectifs de ce plan.

ENVELOPPES REGIONALES DU V^e PLAN découpage par région des objectifs de ce Plan. La différence entre l'élaboration du IV^e Plan et celle du V^e réside dans le fait que l'un avait été conçu à l'origine sans qu'il soit prévu une répartition géographique des objectifs qui fut ajoutée après coup, alors que dans l'autre on a, d'emblée, admis un tel découpage.

REGIONALISATION DU BUDGET : depuis 1964, une partie importante des dépenses budgétaires annuelles est ventilée par région de programmes ; les principales rubriques faisant l'objet de cette répartition sont l'Education nationale, la Santé, les Transports et Travaux publics, les Postes et Télécommunications, l'Équipement urbain, l'Agriculture et la Construction.

GRANDS AMENAGEMENTS REGIONAUX : travaux de grande envergure, s'étendant généralement sur plusieurs départements, dont la réalisation est confiée à un établissement public, à une société d'économie mixte ou à toute autre société dont la majorité des capitaux appartient à des personnes publiques ; il y a actuellement sept cas de grands aménagements régionaux (aménagement des marais de l'Ouest, Compagnie d'aménagement des landes de Gascogne, Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne, Compagnie du Bas-Rhin-Languedoc, Compagnie du Canal de Provence, Société de mise en valeur de la Corse, friches de l'Est).

SCHEMAS DIRECTEURS : pour chacune des huit métropoles régionales citées ci-dessus, il est prévu d'élaborer un programme de développement à long terme permettant de dégager les grands axes d'une urbanisation rapide. Jusqu'alors, le Schéma directeur de la région de Paris est seul sorti ; il remplace le P.A.D.O.G. (Plan d'aménagement et d'organisation de la Région parisienne) paru en 1960 ; considéré comme caduc ; les prochains schémas directeurs concerneront Lyon et Marseille.

COMMUNAUTE URBAINE : regroupement des communes composant l'agglomération de quatre métropoles régionales : Lille, Strasbourg, Lyon, Bordeaux, afin de pallier les inconvénients du morcellement communal et de permettre l'application d'une politique unifiée ; ce projet doit faire l'objet d'une loi en discussion devant le Parlement ; il est controversé, du fait qu'il risque de restreindre l'autonomie de communes concernées.

Z.U.P. : zone à urbanisme en priorité, faisant l'objet d'un droit de préemption de quatre ans pour permettre la construction immédiate de grands ensembles d'habitation.

Z.A.D. : zone d'aménagement différé, pour permettre la réalisation plus ou moins proche de grandes opérations d'urbanisme ; le droit de préemption est de huit ans pour les Z.A.D., instituées pour éviter la spéculation foncière lorsqu'il existe un temps mort entre le moment où une opération est décidée et celui où elle est mise en œuvre.

Z.A.R. : zone d'action rurale dans des zones dont le développement est considéré comme retardé par rapport aux autres.

S.A.F.E.R. : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, créées par décret du 14 juin 1961, dont la vocation est d'acheter des terrains de culture et de les revendre après les avoir aménagés en vue d'une exploitation rationnelle et pour favoriser le remembrement des lots.

d) Les organismes financiers intervenant dans le développement régional

● **F.D.E.S.** (Fonds de développement économique et sociale), qui investit des fonds publics dans des opérations

d'intérêt national et régional, au titre de subventions ou de prêts.

● **F.N.A.F.U.**

(Fonds national d'aménagement foncier et urbain), chargé de financer les travaux d'infrastructure et d'avancer des crédits aux communes.

● **F.I.A.T.**

(Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire), qui finance des opérations spéciales décidées par le gouvernement en matière d'infrastructures régionales.

● **Caisse des dépôts et consignations**

créée à l'origine pour utiliser les placements des caisses d'épargne, elle sert de plus en plus à financer les équipements collectifs.

● **S.C.E.T.**

(Caisse centrale d'équipement du territoire) qui dépend de la Caisse des dépôts et sert à coordonner les travaux d'infrastructure de chaque région et département.

● **S.D.R.**

(sociétés de développement régional) qui sont des banques d'affaires destinées à drainer l'épargne locale pour des investissements régionaux.

● **Fonds unifié**

des collectivités locales

(qui deviendra bientôt l'Institut pour le financement des départements, communes et établissements publics), chargé d'effectuer des prêts aux collectivités locales.

LES PRIMES accordées à des entreprises s'implantant ou s'agrandissant dans des zones recommandées : soit des primes de développement dans les zones retardées (l'Ouest et le Sud-Ouest) qui sont automatiquement accordées pour tout investissement d'au moins 300.000 F créant trente emplois et plus, soit des primes d'adaptation dans les zones en déclin (régions de houillères, de sidérurgie, de constructions navales et de textiles) qui sont accordées à des conditions plus strictes.

LES REDEVANCES, payées par les entreprises réussissant à se fixer ou à s'accroître dans la région parisienne ; ces redevances sont proportionnelles à la surface de développement de ces entreprises.

AGREMENT DU MINISTERE DE LA CONSTRUCTION que doit recevoir tout projet d'implantation ou d'extension dans la région parisienne pour être autorisé.

Ce dictionnaire de l'Aménagement du territoire n'a pas la prétention d'être exhaustif, étant donné la richesse de la matière traitée. Il sera également dépassé assez rapidement par l'actualité, car les transformations dans ce domaine sont fréquentes ; si tant est que la solidité d'une politique se mesure à l'intangibilité de la réglementation qui l'exprime, on peut dire que l'Aménagement du territoire en France en est aux premières expérimentations ; il subira donc encore de nombreux bouleversements avant d'obtenir les résultats qu'on est en droit d'en espérer.

Il est vrai que ses objectifs seraient plus facilement atteints si les technocrates qui les ont fixés se souciaient davantage d'expliquer aux populations concernées les buts qu'ils cherchent à atteindre. D'après une récente enquête de l'I.F.O.P., 28 % des Français seulement savent à quelle région-programme ils appartiennent, 60 % ignorent absolument ce qu'est l'aménagement du territoire et... 91 % ce que sont les métropoles d'équilibre.

L'effort d'information doit donc être immense pour faire prendre conscience aux citoyens de l'existence de ce problème fondamental en France ; dès lors qu'ils s'y intéresseront, ils comprendront d'abord que le système capitaliste, à base d'immenses concentrations financières et urbaines, est inapte à le résoudre et, ensuite, ils nous aideront à chercher les véritables solutions dans le cadre d'une économie socialiste.

NORD

Sombre rentrée

Les Lillois... à pied

Si le mois de septembre a amené sur la région du Nord un soleil qui faisait cruellement défaut depuis le début de l'été, il a amené aussi un cortège de « surprises de rentrée » dans divers secteurs, dont les salariés et leurs familles sont encore une fois les victimes.

Il y a à Lille, comme dans toutes les grandes villes, un réseau d'autobus urbains, dont l'exploitation est concédée à la Compagnie Générale Industrielle de Transports (C.G.I.T.). Celle-ci a entrepris une vaste opération de « remise en ordre » qui a commencé par la disparition des tramways, souvent regrettés par les usagers pour leur rapidité, leur confort et leur accessibilité, puis la réforme des circuits : on ne parcourt plus les grands axes, on louvoie autour d'eux afin de mieux ramasser les usagers, paraît-il. Le résultat en est que la durée du parcours est considérablement allongée ; que le conducteur, seul à bord de sa voiture depuis la mise en place des contrôleurs automatiques, doit traverser les artères principales cinq ou six fois en 500 mètres et se trouve soumis à une fatigue nerveuse aggravée par l'impossibilité de circuler qui s'installe peu à peu dans le centre de Lille.

Retrouvant une situation encore détériorée au retour des congés, le personnel roulant s'est unanimement mis en grève avec comme mot d'ordre de fonder la recherche d'un accord sur un plan progressif de diminution du temps de travail.

Pendant quelques jours, la Télé a tenté de faire croire que la C.G.I.T. avait accepté cet objectif et que la grève n'avait pour cause que la mauvaise volonté des grévistes. Mais, par un intense travail auprès de la population, un important mouvement de solidarité a permis à la grève de ne pas mourir, et la C.G.I.T. a dû commencer à discuter, cependant que le préfet autorisait les transporteurs privés à mettre en place des services de remplacement.

Chômage dans le textile...

Moins spectaculairement, le textile est revenu lui aussi au premier plan. Après la grave crise de fin 1964-début 1965, qui avait mis en chômage partiel 19.000 travailleurs (1 sur 4 environ) et amené la disparition de plus de 10.000 emplois à Roubaix-Tourcoing (13 p. 100 de l'effectif de 1963), on pensait, on feignait de penser que les choses allaient continuer d'aller mieux. Le principal responsable du patronat textile ne prétendait-il pas que la durée hebdomadaire moyenne de travail était revenue à 45 heures dès le quatrième trimestre 1965 ? Hélas ! lorsque le chiffre officiel a été connu, il s'établissait à 42,3 heures.

Et surtout, depuis le retour des congés, peu à peu les comités d'établissement sont informés, quand ils le sont, de la réduction des horaires de travail : 32 heures pour plusieurs milliers de travailleurs. Mais cette fois-ci, il ne semble pas que la raison en soit une réduction de la production, mais au contraire les conséquences des opérations de concentration qui sont en cours : les premiers touchés ne sont-ils pas des ouvriers de chez Prouvost, de chez Masurel, de chez Tiberghien, alors que la presse annonce les accords entre Prouvost et Masurel, l'augmentation de capital de Prouvost de 35 p. 100 par incorporation de réserves, les accords techniques du groupe Prouvost-Masurel avec Tiberghien ?

...et la métallurgie

Troisième secteur touché : la métallurgie. Pour 6.000 des 15.000 métallurgistes de la région lilloise, la durée hebdomadaire de travail vient d'être réduite de 48 heures et plus à 45,40 ou 32 heures : tel est le cadeau de rentrée de Massey-Ferguson, de Peugeot, de la C.I.M.A., de Fives-Lille-Cail, de Métal-Lesquin (filiale des Acieries belges de Haine-St-Pierre), de Spelchim (du groupe Schneider).

De plus, Fives-Lille-Cail, dominé par la Banque de Paris et des Pays-Bas, poursuit une opération complexe de rachat d'usines suivi de leur suppression. L'opération avait commencé en 1959 par la suppression de 1.000 emplois à Fives ; il y eut ensuite le rachat suivi de fermeture d'Applevage à Paris et Maubeuge (600 emplois supprimés), puis le rachat de Bréguet à Douai qui fermera avant six mois (350 licenciements), et en dernier lieu la

fermeture de l'ancienne usine Cail à Denain, probablement avant la fin de 1967.

Il est bien évident que ce chômage, même partiel, va déprimer d'autant plus le niveau de vie des travailleurs touchés et de leurs familles qu'à la perte de salaires vont s'ajouter les effets des récentes hausses de prix et de l'aggravation de la pression fiscale sur les salariés petits et moyens.

Accidents de conjoncture...

Quand on sait que 1 sur 5 des travailleurs du textile perçoit 440 F les mois où il peut faire 40 heures par semaine, on voit toute l'importance de la revendication d'un salaire mensuel garanti d'un minimum de 600 F. Ainsi, les familles ouvrières seraient mises à l'abri d'« accidents » de conjoncture dont en aucun cas elles ne sont responsables.

Mais s'agit-il bien d'accidents de conjoncture ?

En effet, nous avons déjà dit pour le textile qu'il ne s'agissait pas de baisse de production, mais des conséquences de la réorganisation de l'industrie textile amorcée à chaud lors de la crise de 64-65 et poursuivie ouvertement depuis par le gouvernement. Un fonctionnaire des Finances n'a-t-il pas dit qu'il valait mieux dans le textile « être cadre dans une entreprise qui marche que patron d'une entreprise destinée de toute manière à disparaître ».

Pour la métallurgie, la Banque de Paris et Pays-Bas semble se consacrer à la disparition de toute une série d'entreprises de rentabilité incertaine.

Une chose en tout cas est certaine : c'est que le chômage s'installe dans des établissements dépendant de firmes pour qui le sort des travailleurs du Nord est probablement le dernier des soucis. Quand l'International Harvester décide qu'une de ses usines en France doit réduire telle de ses activités, qui s'inquiète aux U.S.A. que des métallos lillois vont y perdre leur emploi ? Et même quand Prouvost décide que Tiberghien n'aura plus d'atelier de peignage, pense-t-il à réemployer les cent travailleurs qu'il fait ainsi licencier ?

...ou tendance confirmée ?

Ce qui se passe, c'est que les mécanismes du capitalisme sont tels que des firmes qui décident de leur politique à l'échelon national, européen ou mondial n'ont pas intérêt à accroître leur activité dans des zones en régression. La tendance à l'aggravation des déséquilibres entre les régions en expansion et les autres se trouve une fois de plus confirmée : la commission spécialisée du V^e Plan ne vient-elle pas d'annoncer que le volume de l'emploi des industries de transformation n'allait augmenter que de 2 p. 100 pour le Nord-Pas-de-Calais contre plus de 15 p. 100 pour la région parisienne, et 8 p. 100 en moyenne pour la France entière.

Qu'est-il fait pour redresser cette tendance ? Ou plutôt, que peut-il être fait par les responsables de l'économie régionale ?

Ils peuvent constater cette tendance, ils peuvent vouloir la renverser. Mais, représentants du pouvoir central, ils échappent à tout contrôle démocratique et ont pour tâche d'appliquer une politique décidée par le gouvernement, et qui s'interdit de perturber les mécanismes du capitalisme.

Mais ce ne sont pas eux qui pourront assurer l'avenir de la région.

Déjà, ils ne peuvent empêcher que se fassent sans entraîner de chômage des opérations de concentration dont il est difficile de dire qu'elles ne se justifient pas. Aujourd'hui, l'inquiétude a touché les jeunes, car ce sont eux qui sont aujourd'hui demandeurs d'emploi, si ce n'est chômeurs avant d'avoir travaillé. Ce n'est pas un hasard si le nombre de candidats à la fonction publique augmente au point que le recteur d'Académie a pu dire que s'il manquait des maîtres cette année (et une récente enquête syndicale a abondamment montré qu'il en manquait), ce n'était pas faute de candidats, mais de crédits pour les rémunérer.

L'avenir de la région exige un formidable effort de qualification professionnelle de sa jeunesse et de diversification effective de ses activités économiques. Les structures politiques et administratives de ce pays ne per-



(Photo Agfp.)

A Douai (chez Bréguet), comme un peu partout : le spectre du chômage.

mettront pas de le mener, car cet effort exige que les besoins et les objectifs économiques et sociaux de cette région soient définis par les représentants élus de la population et des travailleurs concernés, dans le cadre d'un plan national démocratiquement élaboré, et exige aussi que

les Pouvoirs publics se donnent le moyen d'assurer l'exécution de ce plan, au besoin par l'extension du secteur public.

Aux prochaines législatives, nous aurons à en parler.

J.-M. Faivre.

La bataille pour les droits syndicaux

L'apparition du chômage dans la métallurgie du Nord risque de faire passer au second plan un autre aspect de la lutte ouvrière : la volonté de faire respecter les droits syndicaux dans les entreprises.

Le front de cette bataille, depuis longtemps déjà, se situait principalement chez Massey-Ferguson, à Marquette. Depuis un mois, un autre conflit s'est déclenché, à la « Société Française des presses F.L. » à Roubaix.

Familiale jusqu'à ces dernières années, cette entreprise avait bénéficié après la guerre d'une « rente de situation » lui permettant de tenir sa place sur le marché. Les progrès techniques, l'ouverture des frontières ont eu raison de cette rente, et le propriétaire a su vendre à temps. Les nouveaux propriétaires, aidés par un prêt de l'Etat, ont dû rapidement chercher à rendre à l'entreprise une compétitivité peu à peu perdue.

Comme d'habitude, on s'est attaqué au « gaspillage » : plus de pause casse-croûte, modification du chronométrage, etc., puis à la solidarité des salariés, en touchant au système de prix des tâches. Autrefois, quiconque faisait telle pièce recevait pour elle le même salaire, les avantages d'ancienneté par exemple ne venant qu'après. Maintenant, on est payé, pour le même travail, selon l'échelle dans laquelle on est classé. Puis, on a cherché à créer des emplois « postés », sans grand succès jusqu'à maintenant.

La direction a alors décidé de se débarrasser des militants syndicalis-

tes, « source de mauvais esprit dans l'entreprise ». C'est ainsi qu'un délégué du personnel, Emile Violet, secrétaire du syndicat métallo C.G.T. de Roubaix, a été convoqué au mépris des protections légales auxquelles il a droit, en conseil des prudhommes pour s'entendre « prononcer la résiliation du contrat de travail » (donc être licencié) pour « fautes graves », telles qu'invitation au débrayage, ralentissement des cadences, mauvais esprit vis-à-vis du directeur, etc. C'est ainsi qu'un de nos camarades, délégué au comité d'entreprise, s'est vu conseiller de « se tenir tranquille s'il ne voulait pas que... »

S'ils obtenaient le licenciement d'Emile Violet, les patrons de la métallurgie roubaisienne priveraient de son emploi le secrétaire d'une organisation syndicale, et c'est l'organisation qu'ils décapiteraient. Ils priveraient de son emploi un homme dont l'activité, le dévouement l'ont mené à parler au nom de ses camarades de travail, à les défendre.

Voilà la dure réalité qu'il faut opposer à ceux qui proclament dépassée la lutte des classes et se font les champions inconditionnels du paritarisme.

C'est ce que les travailleurs de Roubaix ont compris en répondant aux actions décidées en commun par la C.G.T. et la C.F.D.T. pour la reconnaissance et la sauvegarde des droits syndicaux sur les lieux de travail.

J.M.F.

PROGÈS BEN BARKA (suite de la page 4.)

Les questions supprimées par M. Pompidou

3. — Le service chargé à l'intérieur du S.D.E.C.E. des relations avec la police n'avait-il pas pour devoir de porter à la connaissance de la Sûreté nationale et de la Préfecture de police le contenu de la note du 22 septembre 1965 afin que ces administrations puissent, d'une part, effectuer des recherches sur la personnalité des ressortissants français mentionnés dans cette note ; d'autre part, exercer leur contrôle sur les agissements en France des ressortissants marocains qui s'y trouvaient également désignés. Enfin, prendre toutes mesures en vue de la protection de M. Ben Barka ?

7. — Le Premier ministre a-t-il immédiatement informé le garde des Sceaux pour que des poursuites judiciaires soient ordonnées contre les individus sur qui pesaient des présumptions ?

10. — Quel était l'objet de la mission diplomatique au Maroc ? Quelles instructions étaient données ?

Les questions supprimées par M. Frey

1. — Le ministre est-il en mesure de fournir des précisions sur la manière dont il a pu arriver qu'interviennent en France des policiers marocains, soit pour contrôler des res-

sortissants marocains qui vivent dans notre pays, soit pour exercer contre certains d'entre eux des actes de violence ?

12. — Quel jour et à quelle heure le ministre de l'Intérieur a-t-il fait part au Président de la République et au Premier ministre de l'ensemble des informations qu'il possédait sur la culpabilité possible de quatre personnalités marocaines ?

13. — Est-ce sur l'initiative ou avec l'assentiment du ministre qu'aucun fonctionnaire n'ait cru devoir envoyer immédiatement, c'est-à-dire le 3 novembre, au procureur de la République ou au juge des informations mettant en cause quatre personnalités marocaines ainsi que leur en faisait obligation les articles 19 et 40 du Code de procédure pénale ?

19. — La décision prise, apparemment après accord du Premier ministre, de ne pas interpeller Souchen et Voitot, a-t-elle été portée, sur le moment même, à la connaissance du président de la République ?

21. — Le ministre s'est-il préoccupé d'interroger ou de faire interroger le commissaire Caille sur le nom de son informateur ? Sur les éléments qui permettent au commissaire d'affirmer que ce dernier ne serait pas mêlé à l'enlèvement ? Ou bien estime-t-il que le secret professionnel peut être valablement opposé aussi bien au ministre qu'à la justice et parallèlement à la cour d'assises ?

CINÉMA

OTZENBERGER : la Chine veut s'hiberner pour plusieurs générations

On peut dire que le film de Claude Otzenberger sort au bon moment. Bien qu'il ait été tourné avant la révolution culturelle chinoise, « Demain la Chine » apparaît, en effet, comme un des documents les plus précieux sur un phénomène qui laisse perplexes les sociologues les plus avertis. C'est pourquoi, après avoir vu le film, nous sommes allés poser quelques questions à l'auteur. Cet homme jeune, en pull-over, qui ne se prend pas au sérieux, est prêt à parler des heures sur cet Empire du Silence qui l'a visiblement passionné. Trop, peut-être ? A vous de juger. — J. H.

— On est parti à trois : un cameraman, un ingénieur du son et moi. Nous sommes restés trois mois en Chine Populaire et, ensuite, quinze jours à Formose. Bien que je ne le leur ai pas dit, ceux de Formose savaient très bien que je revenais de Chine Populaire. Hong-Kong est un véritable repaire d'espions. Je leur fais confiance pour avoir transmis l'information...

— Si vous étiez fiché, qu'est-ce qu'on a pu noter à votre propos ?
— Pour la Chine Populaire, j'étais un homme de gauche (je ne suis pas au parti), pour Formose un journaliste français à qui il convenait de montrer une façon de vivre qui se rapproche davantage du système occidental que celle du continent chinois. (En fait, pour moi, Formose est une mascarade...) Depuis quatre ans que je fais de la télévision et du cinéma, j'ai toujours axé mes films dans une perspective politique, je me suis attaché à des pays ayant fait une révolution ou en cours de révolution, parce que ça m'intéresse. Il me semble que seule une voie socialiste peut faire sortir les pays du Tiers Monde de leur sous-développement.

— Vous avez réalisé un film d'art ou un documentaire ?
— Ni l'un ni l'autre, un reportage. Je voulais comprendre ce pays. J'étais bien informé au départ, j'avais lu beaucoup de livres sur la Chine pour préparer mon voyage (Edgard Snow, Guillain, Tibor Mende...). J'ai voulu confronter ce que je savais avec ce que j'allais voir. Je n'avais pas d'idées préconçues. Finalement, la Chine ressemble assez à ce que j'imaginai, avec peut-être, en plus, cette dimension de l'espace, du nombre qu'on ne peut comprendre que sur place. Là-bas, il faut tout multiplier par sept cents millions.

— Vous avez vu ce qu'on voulait bien vous montrer.
— Incontestablement. Ma caméra était importante, elle n'était pas dissimulée, le film était prévu. Par exemple, toutes ces manifestations militaristes des communes, je ne les

ai pas surprises, elles m'ont été montrées pour marquer cette volonté de défense qu'ont les Chinois face à la guerre du Viet-nam. C'est simplement par un coup de chance que j'ai rencontré Mao Tsé-toung.

— Qu'est-ce qu'il vous a dit ?
— Je me suis engagé à ne pas rapporter cette conversation. Tout ce que je peux vous dire c'est qu'il m'a semblé très au courant de tous les problèmes que nous avons abordés. Par contre, je peux vous le décrire : il est assez grand, avec des grosses joues, des yeux pétillants et parfois glaçants à certains moments. On m'a dit qu'il y voyait mal, j'en doute fort, je pense aussi qu'il entend fort bien, par contre, j'ai l'impression qu'il a du mal à s'exprimer. Il a un fort accent du Hou-nan et il semble avoir du mal à articuler. C'est une impression, car je ne parle pas le chinois, mais cela expliquerait le fait qu'il ne parle jamais en public, il fait des apparitions mais il reste silencieux. En tout cas, il a l'air en bonne santé et il a un solide coup de fourchette (1).

— Que pensez-vous des Chinois en ce moment ?
— Il faut les comprendre. On dit en France qu'ils sont devenus fous parce qu'ils décrètent que Shakespeare ou



CLAUDE OTZENBERGER
Un témoignage impressionnant.

Beethoven étaient de dangereux capitalistes, mais il faut se replacer dans un contexte culturel où les valeurs ne sont pas les mêmes. En fait, le public ignore complètement ces hommes. C'est comme si on vous parlait d'anciens musiciens chinois. Je vous renvoie à l'article de Jean Baby, dans « le Monde », qui me paraît expliquer très clairement le fondement de la démarche politique chinoise. Mais ce témoignage n'est pas entièrement convaincant, car il ne remet pas en question la valeur de cette tentative. En ce moment, on assiste à un repli collectif, la Chine se referme sur elle-même, on dresse le rideau de bambous afin de sécréter une nouvelle mentalité humaine.

— Ils n'attaquent pas que Shakespeare, mais leur propre héritage classique.

— C'est une action radicale, délirante si vous voulez, pour rompre définitivement avec les racines bourgeoises héritées du passé. Pensez donc ! Ils veulent supprimer l'égoïsme, la jalousie... On a l'impression d'une volonté d'hibernation totale de la population pour interrompre, pendant plusieurs générations, ce phénomène de transmission des germes capitalistes, pour créer un homme véritablement neuf et désaliéné. Le drame c'est que les Chinois se reproduisent par million et que cette volonté demande un effort gigantesque. En prenant de l'âge et en voyant la Russie revenir aux notions de profit, Mao a mesuré les risques du révisionnisme. Il cherche à engager la

Chine dans une démarche irréversible pour qu'on ne puisse plus faire marche arrière après lui. Cela dit, c'est un pari dément, je ne vois pas, pratiquement, comment ils vont pouvoir s'isoler, et, sur le plan humain, nier son passé culturel me paraît excessivement dangereux.

— Et les gardes rouges ?
— C'est un phénomène passager, savamment organisé. Vous noterez au passage qu'ils ont attaqué les chrétiens — qui ne représentent qu'une infime minorité en Chine — mais se sont bien gardés de s'en prendre aux bouddhistes et aux musulmans. Les dirigeants chinois épargnent ces communautés religieuses dont le caractère messianique s'apparente à leur propre vision du monde.
— Ils se sont cependant attaqués à des responsables politiques, des ouvriers...
— Il y a eu sûrement des excès, des

comportements imprévisibles par endroit, mais, dans l'ensemble, tout ce qui se fait en Chine est contrôlé. Cette surenchère démagogique sur les hommes au passé politique éprouvé, c'est peut-être aussi la preuve que le mandarinat politique est combattu. Même les responsables suprêmes peuvent se tromper.

— Même Mao ?
— C'est difficile, on le dit infaillible. Mais pourquoi pas ? C'est une action rigoriste sur le fond et en même temps une pédagogie politique.
— Et le Viet-nam ?

— C'est vrai, ce rigorisme se forge aux dépens de ce pauvre pays dont les Chinois ne se moquent sûrement pas, mais le résultat est le même. Seuls les Chinois pourraient le défendre stratégiquement, mais ce sont les Russes qui ont les moyens. Le Viet-nam c'est le grand oublié, le Ben Barka de l'affaire.

Demain la Chine de Claude Otzenberger

Des centaines de milliers de jambes ou de bras qui se lèvent en même temps, du haut de la tribune, « celui qui ne se trompe jamais » salue, tandis que des slogans, des bannières agitent cette multitude grondante et organisée...

C'est la Chine moderne qui passe dans le remarquable film de Claude Otzenberger, « Demain la Chine », projeté en exclusivité au cinéma « Le Racine » (de 14 à 24 h. Etudiants, 4 F).

C'est ce sentiment de surpopulation qui saisit tout d'abord. On regarde de délicieux bambins aux yeux bridés qui jouent dans un parc communal et on compte « une, deux ! ». Un nouveau Chinois est né. Toutes les deux secondes, cette écrasante masse humaine s'enrichit d'une nouvelle unité. Malgré les problèmes qu'elle pose, elle sera en tout cas bien nourrie. Si le Chinois est pauvre, il mange tous les jours et Otzenberger, qui n'est pas à court de formule, affirme : « Pour les Chinois, la véritable victime du socialisme, c'est le reste de l'Asie qui meurt de faim. »

C'est que les travailleurs ne chôment pas. Il faut voir avec quelle vitesse vertigineuse des paysans déchargent de la terre dans des véhicules à bras. Le plaisir de rivaliser devant une caméra n'explique pas tout.

Ainsi donc, entre l'Inde misérable et le Japon assagi, qui rassurent chacun à sa façon les bien nantis, se dresse un peuple mobilisé dans l'action qui, sous les lieux du Sin-kiang, commence à faire trembler le monde. La savoureuse romancière Han Suyin, interviewée dans ce documentaire, nous donne une interprétation personnelle de ce « péril jaune » ressuscité. « C'est une invention de Bismarck à l'usage des Français. » Et les imprécations guerrières ? « Une recette maoïste à usage interne. » Acceptons-en l'augure, encore qu'une bande d'actualité nord-vietnamienne, glissée dans le film, nous rappelle à propos la fragilité de cette prétendue patience collective.

En attendant de faire la guerre, on la joue, comme ces enfants qui pointent gravement de vrais revolvers sur de faux Américains, ou on la met en musique, comme ces défilés d'opérette que Otzenberger a filmés à Formose (en rose, pour mieux nous donner l'impression de rêver).

Bref, quel que soit le sentiment qu'on leur porte, les Chinois n'ont pas fini de nous déconcerter. Otzenberger, qui les a aimés, sinon compris, nous fait d'ailleurs remarquer que le grand drame de la Chine, c'est de méconnaître l'Occident. « Je suis allé vers eux, mais ils ne viennent jamais à nous. » En somme, c'est plutôt un problème d'information qui se pose entre deux civilisations fondamenta-

lement différentes. Le film est un des meilleurs essais pour nous faire pénétrer le monde étrange. En attendant qu'un Otzenberger chinois vienne tourner ici un documentaire sur l'Europe de demain. Mais il y manquera sans doute cet enthousiasme rieur qui éclaire les kilomètres de pellicules dépensés par le réalisateur. « Demain la Chine » c'est aussi, malgré les flammes de la guerre et de la faim qui léchent ses frontières, la Chine du bonheur.

Jean Helms.

Débat sur la révolution culturelle

La semaine prochaine, nous publierons les extraits d'une Table Ronde, organisée avec la participation de trois étudiants qui se sont trouvés en Chine au moment des récentes manifestations de la Révolution culturelle.

TENDRE VOYOU, film français de Jean Becker

L'opération « Tendre Voyou » est lancée. Jean-Paul Belmondo, Nadja Tiller, Jean-Pierre Marielle... un scénario de Simonin et pourquoi pas les dialogues avec Audiard et le tout enrobé d'une mise en scène plus que médiocre de Jean Becker, « le petit » fils de Jacques Becker, le grand que nous connaissons. Ensuite, plus rien, c'est tout... Il n'y a que des noms.

OPERATION OPIUM, film américain de Terence Young

Même opération que pour le précédent, la différence étant, d'une part, une plus grande distribution internationale et le tout réalisé par le metteur en scène des « James Bond », d'après Ian Fleming. Ce n'est même pas approchant au plus médiocre des « James Bond » dont se réclame la publicité.

Jacques ALCOR.

ERRATUM

Dans la rubrique « Cinéma » de notre précédent numéro, on a titré par erreur « Pathé-Marconi en Afrique du Sud », alors qu'il s'agit de Pathé-Journal.

PANTHÉON 13, rue Victor-Consin ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
La force des ténèbres

CHANSON

Visages neufs

Il nous faut signaler ici l'initiative particulièrement intéressante prise par l'A.L.I.J. et la direction de Bobino, en faveur de la jeune chanson.

La vague yé-yé dépassée, le retour à la chanson de qualité redevient indispensable. Essayer de canaliser ce courant, sans qu'il soit commercialisé, comme par le passé, est en soi une tentative heureuse. C'est pour-

quoi nous l'approuvons sans réserve. Au premier programme, qui a débuté mardi, Gilles Vignaux, le premier chanteur canadien, qui chantera les mardis à 21 h., les jeudis, samedis et les dimanches en matinée, à la tête d'un programme particulièrement alléchant. Ce programme durera jusqu'au 17 octobre. Viendront ensuite : Valérie Lagrange, Jean-Claude Annoux, Guy Bontempi, pelli, etc.

TRIBUNE Socialiste
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
Directeur politique : HARRIS PUISAIS
Directeurs adjoints : GERARD CONSTANT, CHRISTIAN GUERCHE
Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE
Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV) Tél. : SUP. 19-20
Redaction : 31, r. Mademoiselle Paris (XV) Tél. : FON. 22-60
Pub. Littéraire : 71, rue des Saints-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 59-61, rue La Fayette Paris (9^e)

(1) Cf à ce propos l'article de Claude Otzenberger, dans « l'Événement » du 10 octobre 1966.

Travail et loisirs à l'Est et à l'Ouest

Le récent congrès mondial de sociologie qui s'est tenu à Evian a montré qu'en dépit des oppositions idéologiques, une certaine confrontation, un certain dialogue étaient possibles entre spécialistes de l'étude des sociétés industrielles de l'Est et de l'Ouest. Ces sociétés n'offrent-elles pas d'ailleurs de nombreux points de comparaison, notamment en ce qui concerne la manière de vivre de leurs membres, les temps de travail et l'utilisation des loisirs? C'est ce qui semble en tout cas ressortir des premiers résultats d'une enquête organisée dans quatre pays capitalistes (Allemagne fédérale, Belgique, France, Etats-Unis) et dans six pays socialistes (Bulgarie, Hongrie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S., Yougoslavie), résultats communiqués au congrès de sociologie.

Cette enquête effectuée par l'Institut national de la Statistique (I.N.S.E.E.), en collaboration avec le Centre de recherche en sciences sociales de Vienne (Autriche), a porté sur des échantillons de populations urbaines des pays considérés (en France six villes du Nord-Est parmi lesquelles Arras, Dunkerque et Metz).

Les femmes travaillent plus à l'Est

La durée du temps de travail pour les hommes est assez comparable à l'Est et à l'Ouest. Elle varie selon les pays et pas nécessairement en fonction du degré de développement économique. C'est ainsi que la France, avec une moyenne de 45,50 (centièmes) heures par semaine est au niveau... de la Bulgarie. Et si elle précède la Hongrie (50 heures), la Belgique (47 heures), la Pologne (46 heures), elle est devancée par l'Allemagne de l'Ouest (45 heures), la Tchécoslovaquie (44 heures), la Yougoslavie (43,5 heures), par l'U.R.S.S. et les U.S.A. (42,5 heures).

Il est significatif que les deux plus grandes puissances économiques du monde viennent à égalité. Toutefois le niveau de vie étant nettement moins élevé en Union Soviétique qu'aux Etats-Unis, faut-il en conclure que les Russes attachent relativement davantage d'importance aux loisirs? Pour répondre par l'affirmative à cette question, il faudrait

également connaître le coût des dépenses qui ressortissent de la volonté de puissance de chacun des deux Grands : dépenses militaires, conquête de l'espace, aide aux pays en voie de développement (ce qui est bien difficile).

En réalité les Russes travaillent plus que les Américains, puisque les femmes soviétiques effectuent en moyenne 40 heures par semaine contre 33 heures aux Américaines. Il s'agit d'ailleurs là d'une loi presque générale : les femmes travaillent plus à l'Est qu'à l'Ouest. Les Françaises et les Belges (avec 38 heures par semaine) travaillent moins que les Hongroises et les Bulgares (42,5 heures), les Polonaises et les Soviétiques (40 heures), mais plus que les Yougoslaves et les Tchèques (36,5 heures) et surtout les Allemandes (25 heures).

L'Ouest est également en avance pour la semaine en cinq jours : la moitié de la population en bénéficierait aux Etats-Unis et en Allemagne contre 10 % dans les pays de l'Est. Il est vrai que la formule va être très prochainement appliquée en U.R.S.S.

La durée des trajets entre le domicile et le travail — rançon de l'urbanisation — est importante à l'Ouest comme à l'Est : elle va de 0,5 heure par jour pour l'U.R.S.S. à une heure pour la Hongrie, de 0,7 heure pour la France à 0,8 heure pour les Etats-Unis et la Belgique.

Les Français les moins cultivés

Reste le problème de l'utilisation des loisirs qui sera de plus en plus le grand problème des sociétés industrielles.

Parlons tout d'abord des fonctions naturelles qui ne peuvent pas être considérées à proprement parler comme des loisirs : dormir, manger. Partout, il faut compter de 7 à 8 heures par jour pour le sommeil (jusqu'à 9 heures le dimanche pour les Français, les Tchèques, les Belges). Pour la nourriture, des différences notables apparaissent : on ne s'étonnera pas de voir le Français rester 1,7 heure à table par jour contre 1,5 h à l'Allemand, 1,2 h à l'Américain, 0,8 h au Soviétique.

Où les choses deviennent encore plus intéressantes, c'est lorsque l'on constate que la Française consacre en moyenne, par jour, 3,5 h aux travaux ménagers, moins que l'Allemande (4 heures), mais plus que l'Américaine (3,2 heures) et la Soviétique (3 heures). D'autre part, il apparaît qu'un couple français consacre 50 % de temps en plus à ses enfants que ne le font les Américains, les Allemands ou les Russes (la Française 1,25 h par jour et son mari 20 minutes). Faut-il incriminer à ce sujet le système d'éducation ou la pénurie des équipements collectifs (crèches, etc) ?

L'utilisation des loisirs du dimanche n'est pas non plus sans intérêt. La pratique religieuse y tient une place importante dans les pays de l'Ouest (et en Pologne), près de la moitié du temps est consacré à l'audition de la radio et de la télévision (4 heures aux Etats-Unis, 3 heures en France).

On peut, bien entendu, considérer qu'il s'agit là d'une forme de culture mais il est par ailleurs significatif que ce soient les Allemands de l'Ouest qui lisent le plus (une heure par jour en moyenne) suivis de près par les Belges, les Tchèques, les Russes et les Américains (54 minutes), alors que ce sont les Français et les Polonais qui lisent le moins (35 minutes).

En France, 28 % des ménages interrogés ont avoué ne posséder aucun livre. Dans les pays de l'Est, cette proportion tombe à 16 % (Hongrie), 9 à 10 % (Tchécoslovaquie et U.R.S.S.).

D'autre part, un nombre négligeable de personnes interviewées ont déclaré visiter les expositions et les musées. Quant au sport, nous lui consacrons deux fois moins de temps que les Russes et les Américains.

Sans doute, dans tous les pays, les célibataires passent plus de temps à l'étude et à la formation professionnelle que les gens mariés; il n'en reste pas moins que parmi ceux-ci les Français sont moins cultivés que les Allemands, les Américains (eh oui!) et les Russes. Pour un record, c'est un record !

Peut-être, dira-t-on, qu'il faudrait analyser le contour de ce qu'on nomme culture et fera-t-on état d'un certain conditionnement culturel qui, pour des raisons différentes, peut exister en U.R.S.S. et aux U.S.A., ce

qui ouvre la porte à bien des controverses.

Cependant les chiffres cités ci-dessus — en dépit de leur caractère indicatif comme tous ceux de cette enquête — ont de quoi rabattre le caquet de nos petits-bourgeois nationalistes et gaullistes dont l'ignorance n'a d'égale que la présomption.

Trois objectifs d'une politique socialiste

A la lumière des résultats de cette enquête, il apparaît qu'une politique socialiste doit poursuivre en France trois objectifs fondamentaux :

1° Amélioration du niveau culturel de la population par une réforme profonde de l'enseignement, ce qui pose le problème de l'allongement de la scolarité, du contenu de l'enseignement et de l'éducation permanente. On sait l'importance que le P.S.U. attache à cette question, ce qui le conduit à refuser de s'aligner sur ceux qui se contentent de réclamer plus de crédits pour l'éducation nationale sans s'attacher à réformer ses structures ;

2° Réduction du temps de travail par une planification plus rigoureuse de l'économie permettant une utilisation plus rationnelle de la main-d'œuvre et un accroissement moyen de la productivité ;

3° Développement des équipements collectifs, en particulier pour diminuer le travail de la femme au foyer.

Faut-il rappeler que ces trois objectifs figurent dans le contre-plan du P.S.U. Encore faut-il ajouter que tout se tient. Un enseignement mieux adapté à la société industrielle ne peut que faciliter les reconversions de main-d'œuvre et l'expansion économique, laquelle doit rendre possible la réduction du temps de travail (en dépit de la compétition sévère instaurée dans le cadre du Marché commun).

Enfin l'accroissement des loisirs doit favoriser l'élévation du niveau culturel des Français, cette culture n'étant pas forcément identique, par son contenu, à celle des Russes ou des Américains.

Maurice COMBES.